

PAC à

IMPACT



PARTNERSHIP AFRICA CANADA
PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

RAPPORT ANNUEL 2016

MISSION

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable.



LANCEMENT D'IMPACT

L'ANNÉE 2016 A MARQUÉ UN TOURNANT CRUCIAL POUR PARTENARIAT AFRIQUE CANADA.

Alors que nous célébrions trois décennies de collaboration avec nos partenaires, de soutien à la paix et au développement durables, et de transformation de la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personnes sont menacés, nous avons entrepris un long processus de réflexion stratégique.

Dans le cadre de ce processus, nous nous sommes penchés sur les étapes clés de notre histoire des 30 dernières années. Aujourd'hui, nous sommes ravis de vous présenter nos projets futurs.

Après plus d'une année de consultations avec nos employés, les membres passés et présents du conseil d'administration, nos partenaires et autres parties prenantes, nous avons affiné notre identité, notre mission et notre vision, ainsi que la manière dont notre approche en matière de gestion des ressources naturelles guide nos activités. Il est apparu évident que ces principes et ces objectifs sont intrinsèques à notre travail depuis longtemps, et ce, implicitement dans tout ce que nous accomplissons.

Il s'agit maintenant de définir plus précisément qui nous sommes, afin de renforcer nos partenariats avec nos alliés, anciens et nouveaux.

À l'issue des consultations, nous avons opéré notre transformation la plus visible à ce jour : notre organisation change de nom. Nous avons entendu un vibrant appel pour que notre nom reflète notre contribution active aux changements sur le terrain et la portée mondiale de nos activités au fil des ans.

C'EST AVEC UNE GRANDE JOIE ALORS QUE NOUS VOUS PRÉSENTONS IMPACT.

En même temps, nous n'oublierons pas les racines de Partenariat Afrique Canada (PAC). Tout comme le mot PAC fait partie d'IMPACT, nous reconnaissons la façon dont 30 années d'expertise, de partenariats et de recherche ont façonné notre organisation telle que vous la connaissez.

Aujourd'hui, notre organisation compte cinq bureaux dans trois pays et accueille plus de 30 employés. Nous continuons de révéler comment la mauvaise gestion des ressources naturelles peut alimenter ou entretenir les conflits, notamment grâce à l'enquête sans précédent que nous avons menée cette année et qui démontre comment les diamants de conflit de la République centrafricaine passent dans la chaîne d'approvisionnement légale par la voie du Cameroun.

Notre recherche sur le terrain, dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, qui porte sur le rôle des femmes dans l'exploitation minière artisanale, se traduit maintenant en recommandations à l'intention des collectivités, des responsables des politiques et des institutions afin d'appuyer l'autonomisation des femmes dans le secteur.

Nos travaux d'élaboration et de mise à l'essai de systèmes améliorés de gestion des ressources naturelles sont en plein essor, tout comme nos efforts de renforcement des capacités auprès de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), de ses États membres et des partenaires de la société civile, dans le but de mettre fin au commerce illicite des minéraux susceptibles de générer des conflits.

Dans le cadre de notre dialogue avec les parties prenantes, nous demeurerons résolu à améliorer la gestion des ressources naturelles, comme en témoigne notre engagement à l'égard de l'industrie et des responsables des politiques en vue de promouvoir la gouvernance du secteur diamantaire, à titre de membre de la Coalition de la société civile du Processus de Kimberley (PK).

Avec IMPACT, nous inaugurons un chapitre inédit démontrant comment les ressources naturelles peuvent contribuer à la paix et au développement. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec vous pendant encore plusieurs décennies.

SUSAN CÔTÉ-FREEMAN
Présidente du conseil

JOANNE LEBERT
Directrice générale



IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés



VISION

Notre vision est celle d'un monde où les ressources contribuent à la paix et au développement équitable, et où les communautés ont le pouvoir de décider de la façon dont leurs ressources naturelles sont gérées.

© Sven Torfinn/IMPACT



2016 REVUE

JANVIER

- Dans le cadre d'une étude triennale sur le rôle des femmes dans le secteur de l'exploitation minière artisanale en Afrique centrale et orientale menée avec l'Université Carleton et le Development Research and Social Policy Analysis Center (DRASPAC), nous menons des recherches sur le terrain en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda et en Ouganda.

FÉVRIER

- Nous participons à la visite d'examen du Processus de Kimberley (PK) en RDC afin d'évaluer la mise en œuvre des contrôles internes régissant la production et le commerce des diamants. L'équipe de la visite d'examen analyse les mesures en place visant à mettre un terme au commerce illicite des diamants entre la République centrafricaine et la RDC.
- La Coalition des Organisations de la Société Civile dans la Région des Grands Lacs contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles (COSOC-GL) accueille son assemblée générale avec notre soutien, réunissant des représentants de la société civile régionales qui interviennent dans la gouvernance des ressources naturelles. Lors de la rencontre, le réseau accueille de nouveaux membres et officialise sa structure institutionnelle, en plus de lancer son nouveau site Web; nous élaborons aussi un plan de collaboration détaillé.
- Un premier exportateur d'or congolais s'emploie à respecter les normes mondiales en matière de devoir de diligence régissant l'or artisanal dans le cadre de sa participation au projet Or Juste. L'exportateur *Muungano na Maendeleo* (MNM), situé à Bunia, capitale de la province de l'Ituri, suspend ses interactions avec un membre nommé dans l'un des rapports d'un groupe d'experts des Nations Unies.

MARS

- En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), nous réalisons l'évaluation environnementale de deux mines artisanales en RDC.

2 évaluations
environnementales
sont menées sur le terrain; la
seconde évaluation fournit les
étapes de la MISE EN ŒUVRE
de recommandations sur la
gestion environnementale
et l'assistance technique
visant à RÉDUIRE l'utilisation
du MERCURE.

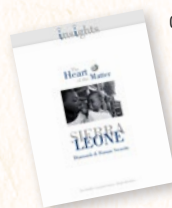
- Nous animons un atelier des parties prenantes dans la province de l'Ituri, au nord de la RDC, qui porte sur le Mécanisme régional de certification de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). Il est déterminé qu'une réforme de la fiscalité est essentielle pour freiner le commerce illicite des minéraux de conflit dans la région. Une enquête sur le terrain est lancée en vue d'analyser plus à fond le régime fiscal de la province.



Une quantité de **6 296** grammes d'or
entièrement traçable est vendue par les creuseurs à
l'exportateur vérifié, dans le cadre du projet Or Juste.

AVRIL

● Avec nos partenaires techniques, nous organisons une rencontre de l'Approche Régionale de l'Union du fleuve Mano sur la conformité au PK. Il s'agit de la première rencontre depuis l'épidémie du virus Ebola, permettant de réunir les gouvernements de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone afin d'élaborer un plan commun pour lutter contre le commerce illicite des diamants dans la région.



● Nous participons à la visite d'examen du PK en Sierra Leone afin de mesurer les progrès accomplis pour mettre fin au commerce illicite des diamants et aux violations des droits de la personne dans les mines de diamants, révélés pour la première fois dans le rapport que nous avons publié en 2000, intitulé *Le cœur du problème : la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*.

● Nous nous rendons en Colombie à titre de membre du pilier de la société civile de l'assemblée plénière des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, afin de promouvoir la mise en œuvre de principes visant à orienter la sécurité et le respect des droits de la personne dans le secteur de l'extraction.

MAI

● À titre de membre de la Coalition de la société civile du PK, nous participons à une rencontre à Paris en vue d'amorcer l'élaboration d'une stratégie à long terme pour améliorer la gouvernance des diamants et mettre fin au commerce illicite de cette pierre précieuse. La Coalition réitère son engagement à boycotter la présidence du PK, les Émirats arabes unis, à cause des pratiques commerciales laxistes de cet État, qui permettent l'introduction de diamants illégaux dans la chaîne d'approvisionnement légitime. La Coalition n'assiste pas à la réunion intersession tenue à Dubaï.

“ Les entreprises ne sont pas en mesure de démontrer qu'elles évaluent ou gèrent de façon satisfaisante les risques qui menacent les droits de la personne et la chaîne d'approvisionnement. De plus, elles ne présentent pas de rapports annuels crédibles. ”

Énoncé que nous avons formulé avec plus de 50 autres groupes de la société civile lors de la dixième édition du Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables de l'OCDE.

● Nous participons à la dixième édition du Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables de l'OCDE à Paris, où nous prôtons l'engagement accru des gouvernements et des sociétés en faveur de la mise en œuvre du devoir de diligence. Nous encourageons vivement la mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence dans le secteur des diamants.

JUIN

● À Nairobi, au Kenya, nous offrons une formation préliminaire, destinée aux responsables des politiques, sur la mise en œuvre du Mécanisme régional de certification de la CIRGL et le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

● Nous participons au Global Law Enforcement Forum on Diamond Trafficking, Illicit Trade, and Threat Financing Forum (Congrès mondial de mise en application de la législation pour la lutte contre le trafic et le commerce illicite des diamants, ainsi que le financement des activités terroristes) à La Haye, qui vise à combattre le commerce illicite des diamants qui financent les conflits et le terrorisme.



JUILLET

- Avec la CIRGL et nos partenaires techniques, nous amorçons la première phase de la base de données régionale de la CIRGL sur les flux de minéraux en entreprenant des consultations sur la conception de l'architecture de cet outil.

La CIRGL célèbre le **10^{ème} anniversaire** de la signature du Pacte pour la sécurité, la stabilité et le développement par les chefs d'État. Depuis cet événement, nous travaillons avec la CIRGL pour lutter contre le commerce illicite des ressources naturelles, entre autres en **METTANT EN ŒUVRE LE MÉCANISME RÉGIONAL DE CERTIFICATION** et en officialisant le secteur de l'exploitation minière artisanale.

- Dans le cadre de notre présentation relative aux consultations sur l'examen de l'aide internationale du gouvernement du Canada, nous nous concentrons sur cinq éléments clés : les partenariats constructifs, l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des genres, l'innovation et la tolérance au risque, ainsi qu'une approche holistique et intersectorielle en matière de gouvernance des ressources naturelles.

SEPTEMBRE

- Nous tenons des consultations en Tanzanie et au Kenya afin de préparer les formations à venir sur le Mécanisme régional de certification de la CIRGL et le Guide OCDE sur le devoir de diligence.
- Nous signons avec le ministère des Mines de la RDC un protocole d'entente énonçant le soutien accordé par le gouvernement à nos travaux et définissant les domaines de coopération qui visent à renforcer la gouvernance des ressources naturelles. Fait important, le protocole d'entente reconnaît que le projet pilote Or Juste est un système de traçabilité inédit pour l'or artisanal en RDC et encourage sa mise en œuvre.

AOÛT

- Nous participons à la réunion de planification des activités de la CIRGL à Bujumbura, au Burundi, en vue de coordonner les plans de travail avec ceux d'autres partenaires techniques pour l'année à venir et de rencontrer l'ambassadeur Zachary Muburi-Muita, son nouveau secrétaire exécutif.
- Grâce au financement fourni par USAID dans le cadre du projet Capacity Building for Responsible Minerals Trade (CBRMT), nous avons élargi la portée du projet Or Juste pour y intégrer deux sites miniers supplémentaires situés dans le district de Mambasa, dans la province de l'Ituri, en RDC.
- Au cours de l'année, nous avons offert 10 formations sur le Mécanisme régional de certification de la CIRGL et le Guide OCDE sur le devoir de diligence, et tenu 16 rencontres de planification de la mise en œuvre, et ce, dans sept États membres de la CIRGL. Trois pays élaborent des plans de travail détaillés pour la mise en œuvre du Mécanisme régional de certification de la CIRGL, définissant les contextes qui nécessitent une assistance technique.

595 mineurs de
6 sites miniers dans
la province de l'Ituri

participent au projet

Or Juste; 86 % de leur or est
vendu par l'entremise de la chaîne
d'approvisionnement légale.



OCTOBRE

- La Coalition de la société civile du PK se réunit à Freetown, en Sierra Leone, afin de poursuivre l'élaboration de sa stratégie pour améliorer la gouvernance du secteur des diamants, et la présidence du PK, assurée par les EAU, invite la Coalition à l'assemblée plénière. À l'instar d'autres membres de la Coalition, nous réaffirmons notre boycottage de la présidence du PK.
- Avec des partenaires, nous organisons, à Freetown, la rencontre de l'Approche Régionale de l'Union du fleuve Mano à l'égard de la conformité au PK afin d'inviter des représentants de l'industrie diamantaire locale à participer, à titre de parties prenantes, aux activités visant à mettre fin au commerce illicite des diamants.
- Lors d'une conférence organisée en Allemagne par le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), nous présentons les conclusions préliminaires de notre étude sur le rôle des femmes dans le secteur de l'exploitation minière artisanale en Afrique centrale et orientale.

NOVEMBRE

- Pour la première fois de son histoire, la Coalition de la société civile du PK n'assiste pas à l'assemblée plénière du PK.
- “— Nous devons poursuivre notre boycottage en l'absence de mesures concrètes prises par la présidence pour remédier aux graves lacunes dans sa propre juridiction, qui affectent l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en diamants et qui, par conséquent, nuisent à la crédibilité du PK. Cela démontre que la présidence des Émirats arabes unis est aussi déficiente au terme de l'exercice 2016 qu'elle l'était à Luanda, en novembre 2015. —”

Lettre de la Coalition société civile du PK transmise aux membres du PK et réaffirmant le boycottage de la présidence

- Un organisme tiers du secteur privé mène une évaluation indépendante du devoir de diligence concernant le projet Or Juste et sa chaîne d'approvisionnement en or artisanal, de la mine à l'exportation. Les résultats de cette évaluation sont positifs.
- Nous collaborons avec l'Artisanal Gold Council (AGC) et partageons nos connaissances en matière de genre pour soutenir des programmes au Pérou et en Indonésie. Il s'agit de la première fois que nos travaux s'étendent à l'Amérique du Sud et à l'Asie.

Au cours de cette étude triennale sur les femmes et le secteur de l'exploitation minière artisanale, nous obtenons

878 réponses

à un sondage mené dans 7 sites miniers artisanaux, dans 3 pays. Nous menons des entrevues; nous animons

60 GROUPES DE DISCUSSION

réunissant 400 HOMMES et FEMMES; et nous recueillons **28** récits de vie.

DÉCEMBRE

- Notre rapport intitulé *Du conflit à l'illégalité : Cartographier le commerce des diamants de la République centrafricaine au Cameroun* examine l'incapacité du Cameroun à mettre en œuvre le PK et permet aux diamants provenant de la RCA de pénétrer ses frontières.

- Nous tenons un premier atelier avec des membres de la COSOC-GL en vue d'élaborer et de mettre à l'essai un nouvel outil permettant la société civile de surveiller la chaîne d'approvisionnement et de signaler les abus. Les rapports seront rendus publics et inciteront le secteur privé à déclarer les risques qui menacent leur chaîne d'approvisionnement.

- “— La traçabilité des diamants qui circulent entre le Cameroun et la République centrafricaine est une blague. Si les Américains, avec leurs drones et leurs technologies de pointe, n'ont pas été capables de contrôler le flux des drogues illicites entre le Mexique et les États-Unis, qu'est-ce qui vous fait croire que le Processus de Kimberley peut contrôler le commerce illicite des diamants entre le Cameroun et la République centrafricaine? —”

Acheteur de diamants du Cameroun; extrait du rapport *Du conflit à l'illégalité : cartographier le commerce des diamants de la République centrafricaine au Cameroun*.



© Sven Torfinn/IMPACT



VECTEURS DE CHANGEMENT

● RÉLÉVER

Nous examinons, surveillons et analysons les modes de gestion des ressources naturelles et les solutions pour améliorer ces systèmes.

● INNOVER

Nous concevons, testons et déployons des systèmes de gestion améliorés des ressources naturelles par le biais d'une assistance technique, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités.

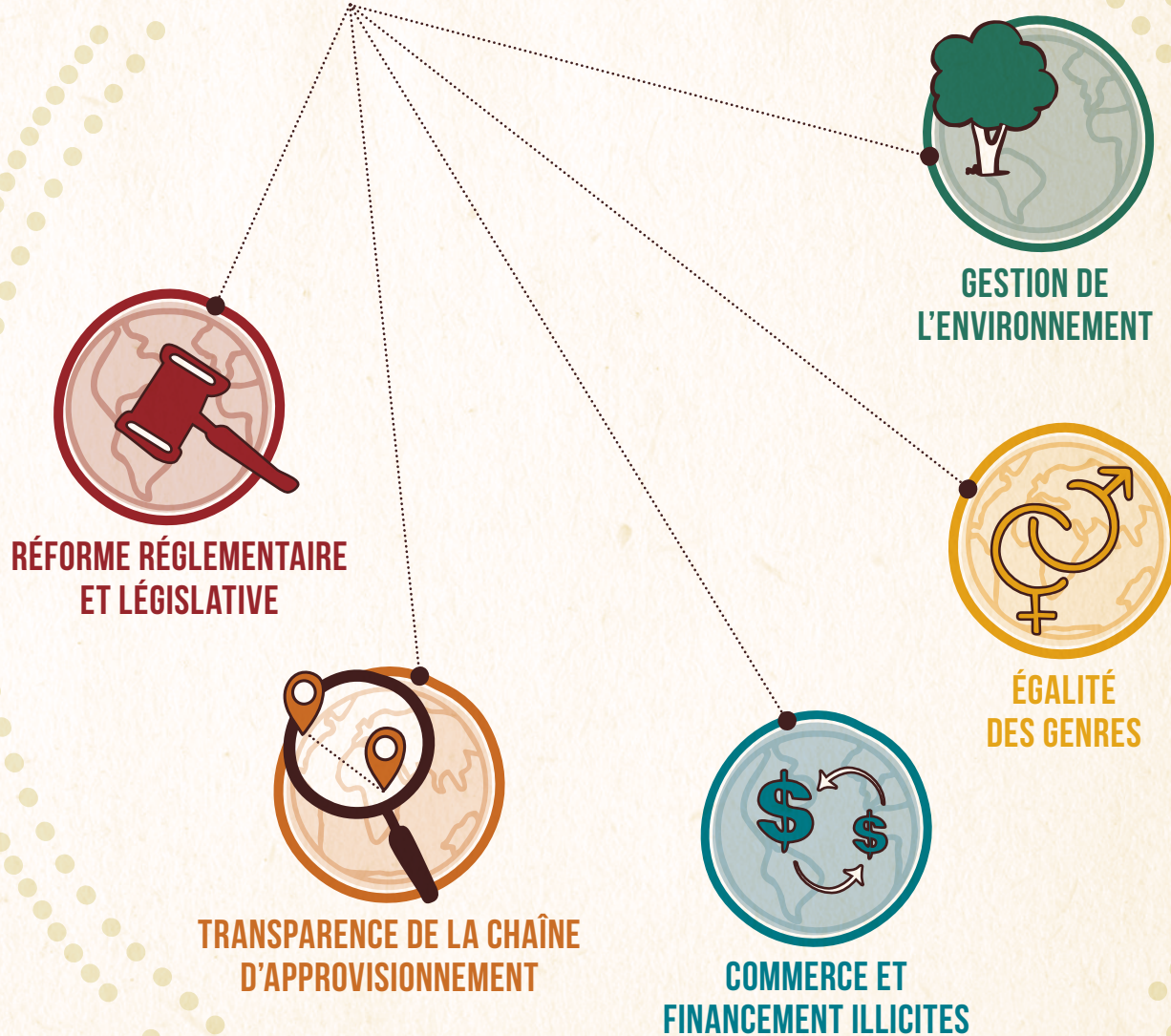
● ENGAGER

Nous promouvons un dialogue constructif avec différentes parties prenantes, notamment la société civile, les décideurs politiques, l'industrie et les communautés, dans le but d'améliorer le mode de gestion des ressources naturelles.

APPROCHE

Nous croyons fermement qu'un changement durable et transformateur dans le secteur des ressources naturelles se produira par le renforcement des habiletés, l'investissement et la mise en valeur des acteurs locaux : voilà la conviction profonde et le principe qui guident nos actions. Notre travail vise à appuyer ceux qui subissent les contrecoups et l'injustice des systèmes de gouvernance précaires, à les inciter à se mobiliser et à remettre en question la façon dont leurs ressources sont gérées.

CINQ DOMAINES D'INTERVENTION



PILLIERS

APPROCHE INTÉGRALE

Nous faisons de l'égalité des genres et de la protection de l'environnement des objectifs transversaux de notre travail.

APPROCHE MULTIPARTITE

Nous valorisons le dialogue et favorisons les partenariats avec la société civile.

INNOVATION

Nous repoussons les limites avec des modèles qui n'ont encore jamais été expérimentés.

INFORMATION FACTUELLE

Nous basons notre travail sur la recherche et l'analyse fondées sur des données probantes.

DURABILITÉ

Nous habilitons les acteurs locaux et investissons des efforts pour les mettre en valeur.

CONSOLIDATION DE LA PAIX

Nous œuvrons dans des zones d'insécurité où nous pratiquons et prôtons la non-violence.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUSAN CÔTÉ-FREEMAN

Canada
Présidente

BAUDOUIN HAMULI KABARHUZA

République démocratique du Congo
Vice-président

ROLLAND MORIER

Canada
Trésorier

ALEX NEVE

Canada

CHARLES MUTASA

Zimbabwe

BRUCE BROOMHALL

Canada

EZRA MBOGORI

Kenya

KATE MCINTURFF

Canada

YIAGADEESEN (TEDDY) SAMY

Canada

PAULO DE SA

États-Unis

REMERCIEMENTS

Nous accomplissons notre travail grâce au généreux soutien financier que nous accordent divers gouvernements, institutions et organisations non gouvernementales de partout dans le monde. Nous leur sommes profondément reconnaissants pour cet appui.

Apple

Artisanal Gold Council

European Partnership on Responsible Minerals

Union européenne

Affaires mondiales Canada

Centre de recherches pour le développement international

Organisation internationale pour les Migrations/USAID

MONUSCO et le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs

USAID/DRC Capacity Building for Responsible Minerals Trade

Tungsten Industry – Conflict Minerals Council

Programme des Nations Unies pour l'environnement

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Revenus et dépenses pour l'exercice se terminant	le 31 mars 2017	le 31 mars 2016
REVENUS		
Affaires mondiales Canada	2 650 438	1 135 777
Union européenne	607 479	368 775
Tetra Tech/USAID	121 067	-
OIM/USAID	9 477	363 314
Netherlands Enterprise Agency - EPRM	6 409	-
Artisanal Gold Council (Canada)	2 978	-
AusAid (Australie)	-	4 099
Université Carleton	160 231	195 603
Secteur privé/Industrie	11 997	32 840
Contributions à Publiez Ce Que Vous Payez-Canada	124 721	130 789
Autres contributions	4 860	9 749
Intérêt	1 160	2 997
TOTAL	3 700 817 \$	2 243 943 \$
DÉPENSES		
Diamants de guerre	617 672	373 842
Minéraux de conflit	2 891 115	1 699 773
Transparence et imputabilité	121 677	136 931
Sécurité et droits de la personne	4 882	646
TOTAL	3 635 346 \$	2 211 192 \$
Excédent des revenus par rapport aux dépenses	65 471	32 751



© Sven Torfinn/IMPACT

IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

ISSN:1493-0986

600-331 Cooper, Ottawa, Ontario K2P 0G5 Canada | Tel +1-613-237-6768 | www.impacttransform.org

